k) De renforcer le programme de formation des Nations Unies en matière de population, en assurant le fonctionnement et le développement des centres régionaux et interrégionaux de formation et de recherche démographiques patronnés par l'Organisation des Nations Unies, en appuyant les instituts nationaux de formation et en poursuivant le programme de bourses de formation aux disciplines dans le domaine de la population, compte tenu en particulier de la planification du développement;

l) D'aider les gouvernements, sur leur demande, à établir ou à renforcer des instituts nationaux dont l'objet est de coordonner les activités en matière de population, en particulier celles qui ont trait à la planification du développement, d'étudier des techniques permettant d'incorporer les facteurs démographiques au développement national et de donner des conseils aux gouvernements en matière de formulation, d'exécution, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes en matière de population;

3. *Prie instamment* les Etats Membres de faire en sorte que les méthodes d'évaluation et d'analyse des données de recensements et d'enquêtes sur la population, ainsi que leur utilisation et leur interprétation, fassent partie intégrante des programmes nationaux de recensement en établissant et en renforçant les organisations et instituts nationaux de population;

4. *Souligne* la nécessité pour les organismes des Nations Unies de collaborer davantage en ce qui concerne la planification et l'exécution de leurs programmes en matière de population et d'accentuer la coordination de ces opérations.

14^e séance plénière
9 mai 1979

1979/34. Question des droits de l'homme de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement

Le Conseil économique et social,

Rappelant la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants que l'Assemblée générale a adoptée par sa résolution 3452 (XXX) du 9 décembre 1975,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 3453 (XXX) du 9 décembre 1975, a prié la Commission des droits de l'homme d'étudier l'élaboration d'un ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes détenues ou emprisonnées,

1. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à tous les gouvernements le projet d'ensemble de principes concernant la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement qui figure dans le rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa trente et unième session⁴⁷, et de les inviter à faire connaître leurs observations, et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-cinquième session, de manière que l'Assemblée puisse envisager l'adoption desdits principes;

2. *Autorise* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à prier Madame Questiaux de poursuivre

l'étude des conséquences pour les droits de l'homme des situations d'état de siège ou d'exception.

15^e séance plénière
10 mai 1979

1979/35. Projet de convention sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 32/62 de l'Assemblée générale, en date du 8 décembre 1977, par laquelle l'Assemblée a prié la Commission des droits de l'homme d'élaborer un projet de convention relative à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que la résolution 33/178 de l'Assemblée, en date du 20 décembre 1978, par laquelle celle-ci a prié la Commission de donner, lors de sa trente-cinquième session, une grande priorité à la question de l'élaboration d'une telle convention,

Considérant qu'il n'a pas été jugé possible d'achever les travaux relatifs au projet de convention pendant la trente-cinquième session de la Commission.

Prenant note de la résolution 18 (XXXV) de la Commission des droits de l'homme, en date du 14 mars 1979⁴⁸.

1. *Autorise* un groupe de travail de la Commission des droits de l'homme, ouvert à tous ses membres, à se réunir pendant une semaine avant la trente-sixième session de la Commission en vue d'achever les travaux relatifs à un projet de convention sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission des droits de l'homme, lors de sa trente-sixième session, toute la documentation pertinente ayant trait au projet de convention.

15^e séance plénière
10 mai 1979

1979/36. Nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant les responsabilités qui incombent à la Commission des droits de l'homme en vertu de la Charte des Nations Unies.

Conformément aux résolutions 32/130, 33/104 et 33/105 de l'Assemblée générale, en date des 16 décembre 1977 et 16 décembre 1978,

Rappelant l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁴⁹ et des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁵⁰, pour ce qui est de promouvoir davantage la coopération internationale en ce qui concerne le respect et l'observation effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

Constatant l'accroissement du volume de travail de la Division des droits de l'homme qui résulte, notamment,

⁴⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément n° 6 (E/1979/36)*, chap. XXIV.

⁴⁹ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

⁵⁰ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁷ E/CN.4/1296, par. 109.

de l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁵¹ et de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid⁵²,

1. *Note que*, conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux instruments internationaux pertinents, la Commission des droits de l'homme, dans l'exécution des tâches définies dans la résolution 5 (I) du Conseil, en date du 16 février 1946, et modifiées par la résolution 9 (II) du Conseil, en date du 21 juin 1946, devrait tenir compte des concepts établis dans la résolution 32/130 de l'Assemblée générale;

2. *Réaffirme* que la Commission des droits de l'homme s'inspirera des normes relatives aux droits de l'homme, telles qu'elles sont énoncées dans les divers instruments internationaux applicables dans ce domaine;

3. *Décide*, en outre, d'ajouter au mandat de la Commission qui figure dans la résolution 5 (I) du Conseil, modifiée par la résolution 9 (II) du Conseil, la disposition suivante :

“La Commission prêtera son concours au Conseil économique et social pour la coordination des activités concernant les droits de l'homme au sein du système des Nations Unies”;

4. *Autorise* :

a) Une augmentation du nombre des membres de la Commission des droits de l'homme qui sera porté à quarante-trois, une répartition géographique équitable devant être maintenue dans sa composition⁵³;

b) La tenue de réunions ordinaires de la Commission pendant une durée de six semaines chaque année, avec une semaine supplémentaire pour des réunions de groupes de travail;

5. *Note que*, dans certaines circonstances, la Commission peut avoir besoin de tenir des sessions extraordinaires pour mener à terme certains travaux, y compris la rédaction d'instruments relatifs aux droits de l'homme;

6. *Prie* la Commission des droits de l'homme de formuler des suggestions quant à la possibilité de convoquer des réunions du Bureau de la Commission entre les sessions, dans des circonstances exceptionnelles;

7. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes du système des Nations Unies ou rattachés à ce système qui, conformément à leur mandat exprès, s'occupent de la protection et de la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales de fournir au Secrétaire général un bref aperçu de leurs activités et programmes ayant trait aux droits de l'homme afin de permettre à la Commission des droits de l'homme de mener à bien l'étude demandée par l'Assemblée générale dans sa résolution 33/54 du 14 décembre 1978;

8. *Prie en outre* le Secrétaire général d'établir, pour la trente-septième session de la Commission des droits de l'homme, une compilation analytique de la documentation fournie conformément à l'alinéa 7 ci-dessus;

9. *Note que* la Commission des droits de l'homme, lors de sa trente-septième session, voudra peut-être

créer un groupe de travail de session chargé d'étudier la documentation recueillie et de formuler, s'il le juge approprié, des propositions concernant la coordination d'activités et de programmes spécifiques relatifs aux droits de l'homme au sein du système des Nations Unies;

10. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu de l'accroissement du volume de travail de la Division des droits de l'homme, d'examiner la question de la dotation en personnel et autres ressources du secteur du Secrétariat chargé des droits de l'homme, en considérant qu'il devrait toujours être maintenu à un niveau qui lui permette de s'acquitter efficacement de ses fonctions;

11. *Souligne* l'intérêt du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et réaffirme que ce programme devrait être maintenu et développé;

12. *Prie* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, afin de renforcer son efficacité et ses ressources, d'examiner son programme de travail de manière à identifier les secteurs spécifiques qui appellent de sa part une attention concentrée et d'adresser à la Commission des droits de l'homme des recommandations à ce sujet;

13. *Décide* que la session annuelle de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pourra être portée à quatre semaines;

14. *Exprime sa satisfaction* au Secrétaire général pour les efforts qu'il déploie afin de continuer à fournir ses bons offices dans le domaine des droits de l'homme, conformément à la Charte des Nations Unies;

15. *Prend note* de la résolution 33/105 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a prié la Commission des droits de l'homme de tenir compte, dans la poursuite de ses travaux sur l'analyse globale des autres méthodes et moyens qui s'offrent pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales, des points de vue exprimés sur les différentes propositions, y compris sur la proposition de créer un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, et note que la Commission n'a pu aboutir à un accord sur ce dernier sujet;

16. *Prie* la Commission des droits de l'homme de poursuivre ses travaux en ce qui concerne la nécessité d'encourager et de développer davantage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la question du programme et des méthodes de travail de la Commission, ainsi que l'examen des autres méthodes et moyens qui s'offrent pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

17. *Prie* le Secrétaire général de porter la présente résolution et le chapitre pertinent du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-cinquième session⁵⁴ à l'attention de l'Assemblée générale.

15^e séance plénière
10 mai 1979

1979/37. Annuaire des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1973 (LIV) du 18 mai 1973,

Ayant pris note de la résolution 33/171 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1978,

⁵¹ Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, annexe.

⁵² Résolution 3068 (XXVIII) de l'Assemblée générale, annexe.

⁵³ Les onze sièges supplémentaires devraient être répartis comme suit : trois pour les Etats d'Afrique, trois pour les Etats d'Asie, deux pour les Etats d'Amérique latine, deux pour les Etats d'Europe occidentale et autres Etats, un pour les Etats d'Europe orientale.

⁵⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, 1979, Supplément n° 6 (E/1979/36), chap. IX.